

# La deuxième mort de Friedman

**L'**économiste américain, Milton Friedman, est mort une première fois, de crise cardiaque, le jeudi 16 novembre 2006, à San Francisco, à l'âge de 94 ans. Considéré comme le père du désengagement de l'Etat dans la vie économique, il est titulaire du prix Nobel d'économie en 1976 pour son travail dans le domaine de « l'analyse de la consommation, la théorie et l'histoire monétaire et pour sa démonstration de la complexité des politiques de stabilisation » – pour reprendre l'exposé des motifs du Comité Nobel.

Fossoyeur de l'interventionnisme de l'Etat, Milton Friedman était également connu comme chef de file de l'école monétariste. « S'il faut privatiser ou élarger une activité publique, faites-le complètement. Ne recherchez pas un compromis grâce à une privatisation ou à une réduction partielle du contrôle étatique », déclarait-il avec une conviction jamais démentie.

Cette pensée ultralibérale avait notamment exercé une énorme influence sur le gouvernement de Ronald Reagan, dont il était le conseiller, et celui de Margaret Thatcher au début des années 1980, de même que celle du dictateur Augusto Pinochet du Chili qu'il rencontra en 1975.

C'est de l'époque Reagan-Thatcher que date l'expression « Chicago Boys », aujourd'hui usitée pour les experts du FMI : naguère enseignant à l'université de Chicago, Friedman était, en effet, considéré comme le chef de file de l'école de Chicago fondée en 1948 par une équipe de purs et durs du libéralisme, qui inspira notamment la doctrine économique des dictateurs en Amérique latine et, plus tard, celle des néoconservateurs.

Reagan faisant ce que Milton défendait depuis longtemps, nous avons eu droit à une autre formule en vogue : la « reaganomics ».

A ce titre, Milton Friedman aura été sans doute l'inspirateur incontesté de la révolution néolibérale.

Dans cette optique, « le pape du monétarisme », comme il fut surnommé, professait un rôle limité de l'Etat en matière de politique monétaire et il jugeait inefficaces, voire nuisibles à long terme, les politiques de relance. Sa pensée s'articulait autour de quelques grands principes, au premier rang desquels l'inflation s'explique toujours par une augmentation de la quantité de monnaie en circulation. Pour faire simple, selon lui, il existe un lien étroit et stable entre la quantité de monnaie en circulation et l'inflation. La hausse des prix peut ainsi être contrôlée en réglant cette quantité de monnaie, tâche qui revient aux banques centrales au moyen de la fixation des taux d'intérêt directs. Aujourd'hui, les principales d'entre elles ont pour priorité d'éviter l'inflation, une mission héritée de cette théorie.

Les nombreux combats de Friedman concernent, en particulier, l'ouverture des marchés, la limitation des dépenses publiques de l'Etat-providence et des impôts, la privatisation des entreprises publiques, la flexibilité de l'emploi et des salaires, l'introduction de la liberté de choix dans le domaine de l'éducation, la réforme monétaire et même la libéralisation de la drogue et de la prostitution. Une position qu'il aimait résumer par cette simple phrase : « Personne ne dépense l'argent de quelqu'un d'autre aussi consciencieusement que le sien. »

L'essence de la « contre-révolution » menée par Milton Friedman est là : l'Etat est nocif et antinomique avec l'idée de liberté. La politique budgétaire est inopérante et la dépense publique impliquerait nécessairement gaspillage et inefficacité.

C'est tout l'objet de *Capitalisme et Liberté* (1962) et de *Libre Choix* (1980), qu'il écri-

vit avec sa femme Rose. Dans le premier, il explique notamment : « L'existence d'un marché libre n'élimine évidemment pas le besoin d'un gouvernement. Au contraire, ce dernier est essentiel, et comme forum où sont fixées les « règles du jeu », et comme arbitre qui interprète et fait appliquer ces règles. Le marché, cependant, réduit grandement le champ des questions auxquelles doivent être données des réponses politiques, et par là minimise la mesure dans laquelle il est nécessaire que les pouvoirs publics participent directement au jeu. »

Pour Milton Friedman, les priorités économiques étaient la lutte contre l'inflation et celle contre les déficits publics. Combattre la hausse des prix imposait, selon lui, de ramener le rythme de création monétaire à un niveau si bas qu'il rendrait l'argent plus cher (taux d'intérêt), interdisant ainsi à l'Etat de financer trop commodément ses déficits. Sur ce plan, Friedman aura réussi à infléchir l'action de toutes les grandes banques centrales, désormais indépendantes et exclusivement dévouées à stabiliser les prix et à juguler l'inflation.

« Comment pourra-t-on jamais ramener l'Etat à de justes proportions ? » interrogeait Milton Friedman. Je pense qu'il n'y a qu'une façon de le faire : celle dont les parents contrôlent les dépenses excessives de leurs enfants, en diminuant leur argent de poche. Pour un gouvernement, cela signifie réduire les impôts. »

La sacro-sainte croyance dans les décisions du marché et les valeurs du profit, hors de tout interventionnisme, avait pour effet pratique de dégager la voie pour les grosses entreprises, de mettre entre parenthèses les inégalités de pouvoir, de savoir et de revenu, les réalités des trusts et des cartels, du monopole, du quasi-monopole et de la concurrence impure et imparfaite. L'Etat était réduit à ses attributs du XVIII<sup>e</sup> siècle : justice, police et armée.

Les dégâts politiques collatéraux d'une telle thérapie ont partout concouru à substituer au peuple souverain et citoyen le peuple souffrant dans une sorte de démocratie compassionnelle. Et les rébellions ne font que commencer sous d'autres formes et avec d'autres mots d'ordre.

La seconde mort de Friedman vient de l'étonnante santé de l'euro.

Friedman s'était, en effet, montré sceptique au moment de la création de l'euro, aux allures de monopole monétaire contrairement à un libre marché des changes entre les devises. Or, à 1,56 dollar l'euro, la monnaie européenne affiche une insolente parité qui donne raison au commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, Joaquín Almunia, qui — au plus fort de l'euro scepticisme — rattachait le succès de la monnaie européenne à « une inflation et des taux d'intérêt qui, pour de nombreux pays, n'ont jamais été aussi bas aussi longtemps ». Pour M. Almunia, les autres avantages sont : la protection contre les crises de changes qui frappaient régulièrement les anciennes monnaies (notamment la lire italienne), une réduction du prix des produits importés, y compris le pétrole (parce que facturé en dollars à un cours historiquement inégalé), une progression des échanges et des investissements au sein de la zone euro réduisant sa dépendance extérieure, des voyages plus faciles et moins chers (avantage psychologique considérable) et, enfin, une plus grande transparence des prix favorisant la concurrence. Même si l'inflation est aujourd'hui à son plus haut niveau depuis l'introduction de l'euro, l'Europe estime que ses fondamentaux restent « solides » et ses premiers responsables rassureraient cette fin de semaine quant à l'impact de la crise des « subprimes » sur la croissance - le ministre allemand des Finances, Peer Steinbrück, refusant de « sombrer dans l'hystérie » qui gagne



Par Ammar Belhimer  
[ambelhimer@hotmail.com](mailto:ambelhimer@hotmail.com)

le monde outre-Atlantique. L'euro évolue depuis 2006 vers une suprématie sur les marchés obligataires et nombre de banques centrales, notamment asiatiques, lui accordent une place de plus en plus grande dans leurs réserves. Bien mieux, la monnaie unique confirme sa place de leader sur les marchés obligataires. En 2006, l'encours de titres internationaux libellés en euros a représenté 45% du total mondial, contre 37% pour le dollar, selon les données recueillies par Capital Market Association et publiées dans le *Financial Times*. Par rapport à 2002, la progression de la devise européenne est spectaculaire. A l'époque, l'euro représentait à peine 27% de l'encours mondial, contre 51% pour le billet vert.

Selon les statistiques publiées dans le rapport annuel du Fonds monétaire international de 2006, la part de l'euro dans les avoirs officiels en devises des pays en développement est passée de 19,9 % fin 1999 à 28,8 % fin 2005. Simultanément, la part du dollar a régressé de 68,2 % à 60,5 %. La clef à l'arrogance de l'hyperpuissance américaine ne viendrait-elle pas d'une plus grande percée de l'euro ?

A. B.

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

[laalamh@yahoo.fr](mailto:laalamh@yahoo.fr)  
[laalamhakim@hotmail.com](mailto:laalamhakim@hotmail.com)



## DIRE HALTE À LA BONNE PERSONNE !

Terrorisme. L'Algérie déconseille fortement à ses ressortissants de se rendre en ...  
 ...Tunisie.

J'ai lu dans le *Soir d'Algérie* qu'un colloque international sur le terrorisme aura lieu les 22 et 23 mars prochains à Alger. Il est l'œuvre de l'Organisation nationale des victimes du terrorisme. *Le Soir* a choisi de titrer l'article de présentation de ce colloque « Pour dire halte au terrorisme ». Je ne suis pas sûr que ce soit au terrorisme qu'il faille dire « halte ! ». Ce genre de demandes, d'appels, d'interpellations n'a aucune chance d'aboutir auprès des terroristes. Je n'en veux pour terrible illustration que ce même numéro du *Soir d'Algérie*. On peut y lire à la virgule près, à la balle près et à la victime près ce qui suit : « 20 militaires blessés dans un attentat à la bombe à Jijel. Le général-major Tafer Ahcène, commandant des forces terrestres, y

échappe » « 5 lance-roquettes, 6 fusils-mitrailleurs, 40 kalachnikovs, 3 mortiers, 8 obus, 30 000 balles et des panneaux solaires récupérés par l'ANP à Touggourt » « Explosion d'une bombe à Kadiria. Une lycéenne tuée et une autre blessée. » Je n'invente rien ! Vous pouvez vérifier. C'est en page 3 du *Soir*. Le prix est élevé pour se rendre à une évidence pourtant répétée et ressassée depuis près de vingt ans. On ne dit pas « halte ! » aux terroristes. On tire sur les terroristes, ensuite, on vérifie qu'ils ont bien observé la halte. Définitivement. Par contre, au lieu de perdre son temps à tenter de dire halte aux tingos, on devrait dire et redire halte à celui qui a dit « en avant ! » aux terroristes alors que ceux-ci avaient été contraints à la halte. A celui-là, il faut dire halte. Et en rab, on peut aussi lui ajouter « basta ! ». Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.